



RDV MARDI 18 JUIN DEVANT L'ACCUEIL MAGENTA A PARTIR DE 13 h Tous ensemble pour le retrait du plan Darmanin !

Jeudi 6 juin, le Ministre Darmanin a dévoilé les cartes de son plan de géographie revisitée.

Ce plan a fait l'objet d'une présentation auprès des OS de la DRFiP 35 le 13 juin. Alors que le DRFiP se veut rassurant, prétextant que son projet était bien en deçà du cahier des charges de la DG, **c'est un choc pour tous les agents.**

Avec plus de 400 agents qui rentrent directement dans le périmètre des restructurations, des centaines d'autres seraient impactés par les conséquences des fusions et fermetures, tant sur le plan des missions, du service public et des conditions de vie et de travail, qu'en matière de RH.

Les mots ont un sens: **il s'agit d'un véritable plan social** à l'échelle de la DGFIP avec un saupoudrage de services publics low-cost à la sauce tout numérique (MSAP, points de contacts) en lieu et place des services de pleine compétence. Derrière l'affichage, c'est l'abandon des missions, des territoires et des usagers.

Combien seront nous dans 3 ans ? La Direction prétend ne rien en savoir ! Le volet emplois est écarté d'emblée, circulez, y'a rien à voir ! Le but du plan Darmanin est pourtant clair: sabrer les effectifs d'une DGFIP qui n'a d'autre fonction que d'alimenter le gros

des suppressions d'emplois dans la Fonction publique. La «géographie revisitée» est conçue pour poursuivre et amplifier ce mouvement de destruction massive d'emplois publics, en lien avec le projet de transformation de la Fonction publique qui dynamite notre statut.

Motion adoptée par l'AG du 13 juin à Rennes:

Les agents réunis à Rennes le 13 juin avec leurs OS CGT Solidaires FO affirment leur exigence du retrait immédiat du plan de «géographie revisitée» pour la DRFiP35, il n'est ni amendable, ni négociable.

Ils décident de faire remonter cette exigence dès ce jour au Directeur local, au délégué interrégional, au DG et au Ministre.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement.

Ils appellent tous les agents de la DRFiP à signer la motion-pétition qui reprend cette exigence et qui constituera le premier acte de mobilisation unitaire pour la faire aboutir.

Il en va de l'avenir de nos services, nos missions, nos emplois, nos conditions de travail, du service public, de notre avenir.

Signez la motion-pétition, faites la circuler !

Les AG qui se sont tenues vendredi 14 juin et lundi 17 juin ont réuni de nombreux agents devant l'accueil de Rennes Magenta, qui est resté fermé de 8 h 30 à 9 h 30 ces deux jours.

Les agents, réunis avec les sections syndicales CGT, Solidaires et FO le 17 juin, ont décidé:
-de se réunir à nouveau en AG mardi 18 juin à 13 h devant l'accueil de Magenta ;
-de demander une audience auprès du DRFiP jeudi 20 juin à 14 h ;
-la journée de grève Fonction publique du 27 juin a été évoquée, nous attendons le résultat des discussions entre les syndicats nationaux de la DGFIP.

RDV MARDI 18 JUIN DEVANT L'ACCUEIL MAGENTA A PARTIR DE 13 h
PS Le café est offert par les OS



La «géographie revisitée» de la DRFiP 35 au grand jour: personne n'est épargné !

Réseau des Trésoreries :

Suppression de 13 trésoreries mixtes et d'1 trésorerie spécialisée: fermeture annoncée de Bain-de-Bretagne, Chartres-de-Bretagne, Chateaugiron, Dinard, Guichen, Liffré, Montauban, Pipriac, Plélan-le-Grand, RBE (Cesson), Retiers, St Aubin d'Aubigné, Tinténiac, Val Couesnon (Antrain), 113 agents concernés ! Spécialisation du secteur hospitalier sur 3 trésoreries : Rennes, Saint Malo, Fougères.

SIP :

2 SIP sont supprimés à Rennes les SIP de Vitré, Fougères, Redon, Montfort (avec transfert de missions de SIP rennais) et Saint Malo sont maintenus

SIE :

Fusion de 2 SIE rennais pour en former un seul transfert de missions des 2 autres SIE rennais vers Vitré. Maintien d'un SIE à Vitré et Saint Malo suppression des SIE de Fougères, Montfort et Redon.

Contrôle fiscal :

Mission maintenue à Rennes, suppression du PCE de Saint Malo et suppression des antennes de la 2ème BDV, de la BCR et du PCR de Saint Malo.

Cadastre :

Création d'un Service départemental impôt foncier (SDIF), avec intégration du PELP, à St Malo.

Publicité foncière :

Regroupement des SPF de Rennes, maintien d'1 SPF à Saint Malo, avenir incertain pour le SPF de Redon. La communication de la direction est très habile puisque la nouvelle carte présente plus d'implantations DGFIP qu'actuellement !

Plus de proximité, plus d'efficacité...et blablabla... C'est très fort comme com ! Sauf qu'il s'agit juste de maisons de service au public (il faut dire France service maintenant) qui seront uniquement des points de contact multi-administrations avec des agents territoriaux, des CDD et peut-être quelques permanences d'agents de la DGFIP (mais pour combien de temps ?). Et ce n'est pas la constitution de Centres de gestion comptables qui vont compenser la suppression des Trésoreries.

Enfin, un élément essentiel manque: combien de suppressions d'emplois dans les trois ans ?.. La direction locale refuse de communiquer sur le sujet.

Ce "nouveau réseau de proximité des Finances publiques", c'est la mobilité forcée et les détachements d'office pour les agents.

Le ministre attend des cadres, des agents, et de leurs organisations syndicales une collaboration active à la réflexion sur ce dynamitage en règle.

Les syndicats CGT - Solidaires et FO Finances Publiques refusent de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre ce plan.

Ils exigent du ministre Darmanin qu'il retire immédiatement son plan, et qu'il ouvre des négociations sur nos revendications :

- ✓ consolidation et réimplantations de services de proximité de pleine compétence ;
- ✓ arrêt des suppressions d'emplois, pour des embauches statutaires à la hauteur de l'ensemble de nos missions ;
- ✓ non aux externalisations et au démembrement de la DGFIP ;
- ✓ défense et amélioration de nos statuts, de nos droits et garanties et abandon du projet «transformation de la Fonction Publique» ;
- ✓ augmentation de nos rémunérations et abandon du RIFSEEP

Elles appellent tous les agents à se réunir en Assemblée générale pour décider d'actions visant à combattre ce projet destructeur pour le service public et les agents.

RETRAIT IMMEDIAT DU PLAN DARMANIN !